



FASAPFO



LES ORGANISATIONS SYNDICALES DU SPECTACLE EXIGENT LE RETRAIT DE LA RÉFORME DES RETRAITES !

Malgré une mobilisation massive et continue contre la réforme des retraites, Emmanuel Macron et son gouvernement jouent la carte du pourrissement et n'offrent, à ce jour aucune perspective de sortie de crise.

Dans les secteurs du spectacle et de la Culture, les salarié·e·s et les artistes auteurs sont, pour bon nombre d'entre eux, particulièrement exposés à la précarité en raison de la discontinuité de leur activité professionnelle, mais aussi en raison de la faiblesse de leurs revenus professionnels.

Cette situation est préoccupante et il n'est pas possible d'engager un dialogue social sur le système des retraites en occultant l'importance de la précarité que subissent celles et ceux qui composent les professionnel·le·s du spectacle et de la Culture en France.

Pourtant, le gouvernement n'entend pas apporter de réponses à ces problématiques. Après la réforme de l'assurance chômage où il a sacrifié les droits des salariés du régime général pour réaliser 4,2 milliards euros d'économies, il défend désormais un système de retraite qui aggrave considérablement les inégalités et promet une pension de misère aux 200 000 artistes, ouvriers et techniciens du spectacle et aux 260 000 artistes auteurs qui font vivre aujourd'hui la création en France.

Le ministère de la Culture ne sortira pas indemne si cette réforme est menée à bien. Faute de proposer un système de retraite permettant de vivre dignement, le gouvernement exige que le ministère de la culture compense sur son budget différentes mesures pour tenter de « limiter » la baisse des pensions occasionnées par la réforme. Compensation de la hausse de cotisations des artistes auteurs, compensations des cadeaux aux employeurs avec la généralisation des abattements pour les artistes et techniciens du spectacle : l'effort demandé est insoutenable. Il représente près de 300 millions par an, soit 10% du ministère de la Culture.

Nous ne pouvons nous satisfaire non plus du sort qui est réservé aux salarié·e·s de l'Opéra national de Paris, ou à celui qui sera fait à celles et ceux de la Comédie Française, alors même que la seule proposition du gouvernement pour sortir de la crise se résume à un simpliste allongement de la clause dite du grand-père.

Franck Riester s'est engagé à placer les artistes au cœur de sa politique. Nous le prenons donc au mot et lui demandons de prendre publiquement position en faveur de celles et ceux qui vont subir de plein fouet cette réforme et de défendre le périmètre budgétaire du ministère de la Culture.

Dans ce contexte, Nous, Fédération CGT du Spectacle (FNSAC CGT), Fédération des Arts, du Spectacle, de l'Audiovisuel et de la Presse (FASAP-FO) et Fédération Culture Communication Spectacle (FCCS CFE-CGC), décidons de constituer avec nos syndicats une coordination intersyndicale permanente jusqu'au retrait de la réforme.

Nous appelons toutes et toutes à la cessation totale du travail et à la grève reconductible à compter du 9 janvier pour rejoindre les manifestations et nourrir les actions organisées sur le territoire.

Paris, le 08/01/2020.